

Environnement

# L'ÉCOLOGIE N'EST PLUS UNE PRIORITÉ POUR LES ÉLECTEURS – MAIS PEUT LE REDEVENIR

Théodore Tallent

11/03/2026

**Crues, tempêtes, températures anormalement élevées... : la France vient de connaître un hiver marqué par le dérèglement climatique, mais l'écologie est restée largement absente du débat électoral de la campagne des élections municipales des 15 et 22 mars prochains. Comment expliquer ce paradoxe ? Théodore Tallent en analyse les ressorts et propose des pistes pour en sortir : ne plus défendre l'écologie comme une contrainte, mais comme un projet de protection collective et de prospérité durable. Car si l'écologie n'est plus aujourd'hui une priorité électorale, elle pourrait bien redevenir la solution politique qui manque à notre époque.**

Le premier tour des élections municipales aura lieu le week-end prochain. Pourtant, un paradoxe frappe l'observateur : alors que la France vient de connaître un hiver marqué par des crues spectaculaires, des tempêtes coûteuses et des températures anormalement élevées, l'écologie est restée largement absente du débat électoral.

Les tempêtes Nils et Pedro, en février dernier, ont provoqué plus de **1,2 milliard d'euros de dégâts**. Les inondations ont submergé des terres agricoles entières. Dans plusieurs régions, la douceur exceptionnelle de l'hiver a déjà fait bourgeonner les arbres fruitiers, exposant les récoltes à un gel tardif qui pourrait anéantir la production. Dans le même temps, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient font planer la menace d'un nouveau choc énergétique et d'une hausse de l'inflation.

Face à ces crises – climatique, agricole, énergétique, économique –, la conclusion logique semblerait évidente : accélérer la transition écologique pour protéger les territoires, la sécurité alimentaire, le pouvoir d'achat et la souveraineté énergétique du pays.

Et pourtant, l'écologie recule dans les priorités politiques.

## Un net recul dans les priorités des électeurs

L'enquête électorale réalisée par Ipsos pour le Cevipof, *Le Monde* et la Fondation Jean-Jaurès auprès de plus de 10 000 personnes permet de mesurer ce désengagement. Lorsqu'on demande aux Français quelles sont leurs principales préoccupations, la protection de l'environnement n'arrive qu'en huitième position : 22% des répondants la citent parmi leurs priorités, et seuls 6% la placent en tête. Elle arrive loin derrière le pouvoir d'achat, la santé, l'immigration ou les crises internationales.

### Les résultats complets

Ce recul se retrouve également dans les motivations du vote aux municipales. L'environnement ne se place qu'en sixième position des critères qui guideront le choix électoral, cité dans le trio de tête par seulement 18% des électeurs. La sécurité, elle, domine très largement (44%), suivie par les services publics locaux.

Ces résultats reflètent un déplacement du débat public. L'enjeu écologique, autrefois très présent (on se rappelle les élections européennes de 2019 !), s'est progressivement effacé au profit d'autres enjeux très médiatisés, comme la sécurité. Les données de l'Observatoire des médias sur l'écologie montrent d'ailleurs que le sujet ne représente plus que quelques pourcents du temps d'antenne<sup>1</sup>.

Fait plus préoccupant encore, l'enquête révèle un décrochage particulièrement marqué à droite : alors que la protection de l'environnement reste une priorité pour plus de 30% des électeurs de gauche, elle ne l'est que pour 11% des électeurs Les Républicains (LR), 9% des électeurs du Rassemblement national (RN) et 3% de ceux de Reconquête !. Autrement dit, si l'enjeu écologique a historiquement été davantage porté par la gauche, il faisait malgré tout l'objet d'un consensus bien plus large qu'aujourd'hui. Ce consensus s'est progressivement fracturé.

## Une préoccupation qui demeure forte à l'échelle locale

Pourtant, ces mêmes données révèlent une réalité plus nuancée. Lorsqu'on interroge les Français sur leurs attentes vis-à-vis de leur futur maire, la préservation de l'environnement sur le territoire communal arrive en troisième position, citée par 37% des répondants. Elle devance des sujets comme la baisse des impôts ou la réduction des dépenses publiques. Certes, ce chiffre marque un recul préoccupant : ils étaient 47% en 2019-2020 à considérer cet enjeu comme prioritaire. Mais il montre que la question écologique n'a pas disparu.

Un autre résultat vient contredire plusieurs idées reçues. Contrairement au cliché d'une opposition entre villes écologistes et campagnes réfractaires, la « fracture » rural-urbain est inexistante sur cette question. Les habitants des zones rurales se montrent même souvent plus nombreux à souhaiter que l'environnement soit une priorité municipale. Dans les villages de moins de 1000 habitants, 45% d'entre eux le déclarent, contre environ 35% à 40% dans les zones urbaines.

Ce résultat rejoint ce que montrent mes travaux de recherche menés au contact des habitants des territoires ruraux. L'attachement à l'environnement local – paysages, terres agricoles, qualité de vie – y est particulièrement fort. On interprète souvent l'opposition à certaines politiques publiques – telle la taxe carbone – comme le signe d'un rejet de l'écologie dans ces territoires. C'est en réalité l'inverse : cet attachement est réel, mais il s'exprime d'abord à travers la volonté de protéger un environnement proche, concret et vécu au quotidien.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## **Le recul de l'écologie, vraiment ?**

Ces résultats dessinent une évolution importante. Ce qui recule aujourd'hui n'est pas nécessairement la sensibilité environnementale des Français, mais l'écologie comme catégorie politique autonome.

Plusieurs dynamiques y contribuent. D'abord, un désengagement politique et médiatique – l'enjeu ayant progressivement disparu du centre du débat public. Ensuite, le « backlash écologique » construit par certains acteurs politiques et économiques, qui présentent la transition comme punitive. Ce discours conflictualise la question écologique et contribue à polariser l'opinion. Enfin, une concurrence des priorités dans un contexte de crises multiples – pouvoir d'achat, tensions internationales, sécurité – qui tend à reléguer l'environnement au second plan.

Pourtant, cette opposition entre écologie et autres priorités est largement artificielle. Pourquoi ? Car l'écologie est déjà au cœur de nombreux enjeux présentés comme concurrents.

Prenons le pouvoir d'achat, première préoccupation des Français au niveau national. Selon le Climate Change Committee britannique, la transition vers la neutralité carbone pourrait réduire la facture annuelle des ménages d'environ 1700 euros d'ici 2050, grâce à la baisse des dépenses énergétiques et de mobilité. À l'inverse, le maintien d'un modèle dépendant des énergies fossiles expose les ménages aux chocs de prix et aux crises géopolitiques. L'usage d'une voiture thermique représente ainsi en moyenne 1500 euros par an uniquement en ce qui concerne les factures d'essence, d'après l'ONG Transport & Environment<sup>2</sup>.

La transition écologique peut également renforcer la souveraineté énergétique : investir dans l'efficacité énergétique des bâtiments ou dans les renouvelables permet de réduire la dépendance aux importations de pétrole et de gaz. On a là une arme pour faire la transition écologique par la reprise en main de notre souveraineté et la défense de nos intérêts.

Elle peut aussi soutenir la réindustrialisation. La production de la nouvelle Renault 5 électrique à Douai montre que les politiques climatiques peuvent structurer des filières industrielles et créer de l'emploi. Rappelons-nous que les énergies fossiles d'enrichissent ni les Français ni les territoires !

Enfin, la protection de l'environnement est aussi une politique de santé publique (deuxième priorité des Français, 46%), face à la multiplication des alertes liées aux polluants comme les PFAS ou certains pesticides – qui menacent notamment les ressources en eau.

Autrement dit : bien pensée, l'écologie n'est pas un luxe idéologique ni une contrainte économique. C'est une politique de protection – du pouvoir d'achat, de la santé, de l'emploi et de la souveraineté du pays. Une politique qui parle à toutes et tous, au-delà des étiquettes partisans et des divisions territoriales.

## **Reconstruire une coalition majoritaire pour l'action**

Dans le climat politique actuel, l'écologie semble marginalisée. La droite et l'extrême droite en font la cible d'un discours critique. Le bloc central l'a reléguée derrière d'autres impératifs, notamment budgétaires. La gauche peine à en faire un projet mobilisateur dans un contexte dominé par les enjeux sociaux.

Mais la transition écologique pourrait justement devenir la colonne vertébrale d'un nouveau projet politique majoritaire. Un projet capable de répondre simultanément aux préoccupations économiques, industrielles, sociales et territoriales du pays. Au lieu d'être présentée comme un objectif parmi d'autres, l'écologie pourrait ainsi devenir la matrice des réponses aux crises

contemporaines : protéger les ménages face aux chocs énergétiques, soutenir l'industrie, renforcer la souveraineté du pays, préserver les territoires.

Car les priorités qui structurent aujourd'hui le débat public recoupent largement ces enjeux. D'après les données de cette enquête électorale, l'environnement en tant qu'enjeu isolé existe surtout à gauche mais le pouvoir d'achat et la santé préoccupent autant les électeurs de droite que de gauche, tandis que les crises internationales mobilisent particulièrement les électeurs du bloc central.

Dans une période marquée par la défiance politique et la fragmentation électorale, la transition écologique pourrait ainsi devenir un terrain de reconstruction démocratique. À condition de changer de perspective : ne plus défendre l'écologie comme une contrainte, mais comme un projet de protection collective et de prospérité durable. Car si l'écologie n'est plus aujourd'hui une priorité électorale, elle pourrait bien redevenir la solution politique qui manque à notre époque.

1. « Un outil pour mesurer la couverture médiatique des crises environnementales », [Ademe Infos](#), novembre 2024.
2. Lucien Mathieu, « La voiture électrique est-elle pénalisée par la hausse des prix de l'électricité ? », [Transport & Environment](#), 16 novembre 2022.